mettra nos connaissances historiques à jour? Nous savons tous pourquoi le chat de Dick Whittington était allé voir la reine, mais pourquoi Jack Pickersgill est-il allé voir la reine? (Rires)

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'OTAN—NOMINATION D'UN CANADIEN AU POSTE DE SOUS-SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Harold E. Winch (Vancouver-Est): Me permettez-vous de changer de sujet, monsieur l'Orateur? J'ai une question très urgente à poser au premier ministre. Est-il vrai que le gouvernement vient de nommer M. Roberts, le sous-ministre du Commerce, au poste de sous-secrétaire général de l'OTAN? Si oui, qu'est-ce qui le rend apte à occuper ce poste important?

De plus, puis-je demander au premier ministre s'il ne s'agit pas là d'une manœuvre politique pour éloigner de notre fonction publique le seul sous-ministre nommé par le gouvernement conservateur qui restait en fonction?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous en prie! Je me rends compte de l'intérêt général et de l'importance que revêt la question, mais son caractère d'urgence ne me frappe pas trop. Libre au ministre de répondre à la première partie; quant à la troisième, elle est irrecevable.

M. Winch: Comme la question est urgente, me serait-il permis de dire que, si j'ai bien compris, lundi prochain, le premier ministre ferait une déclaration. Pour ce qui est de la deuxième partie, j'aimerais maintenant demander si M. Roberts a été désigné par le gouvernement à cette importante fonction au sein de l'OTAN et quels sont ses titres?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, vu que la question concerne un fonctionnaire distingué qui a bien servi le Canada sous l'ancien gouvernement et sous le gouvernement actuel, je devrais sans doute signaler qu'à la demande de plusieurs pays, le Canada a été invité à soumettre un nom comme candidat au poste de sous-secrétaire général. Cette suggestion, en fin de compte, ne peut avoir de valeur que si le nouveau secrétaire général de l'OTAN accepte le nom soumis.

Le Canada a accédé à la demande de ces pays et proposé le nom de M. Roberts. Au-

cune pression n'a été exercée. M. Roberts a la compétence nécessaire pour accepter ce poste très important et lourd de responsabilités si le nouveau secrétaire général veut accepter son nom.

Tant que ce dernier n'aura pas pris une décision publique et officielle, je préférerais ne rien ajouter si ce n'est pour dire que je ne crois pas que mon honorable ami veuille donner l'impression que si M. Roberts était désigné à ce poste, ce serait par suite d'une décision inappropriée et indésirable de la part du gouvernement canadien.

Si M. Roberts obtient ce poste, c'est seulement parce qu'il l'a accepté par devoir envers la population et parce que son gouvernement considère que, même s'il a rendu de très grands services au Canada, ce poste très important lui fournirait l'occasion de jouer un rôle encore plus utile.

M. Winch. Une question supplémentaire. Nous avons bien aimé la réponse du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, mais laissant de côté toutes généralités et toutes amabilités, vu qu'il s'agit d'un poste tellement important, pourrait-il maintenant dire à la Chambre quels sont les titres de compétence du candidat que le gouvernement a recommandé?

L'hon. M. Martin: Monsieur l'Orateur, je regrette beaucoup que mon honorable ami ait posé cette deuxième question. Je puis affirmer que, sans l'ombre d'un doute, M. Roberts a toute la compétence voulue pour remplir ce poste important si on le lui donne.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam). Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Puis-je demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures si, avant cette nomination, M. Roberts avait exprimé le désir que l'on soumette son nom à l'OTAN?

L'hon. M. Martin: Non, monsieur l'Orateur. C'est simplement le premier ministre et moi qui, dans l'intérêt du pays et dans l'intérêt de l'OTAN, lui avons dit que si le Canada devait obtenir ce poste, il serait, à notre avis, l'homme tout désigné pour l'occuper. Je ne saurais trop insister, vu les discussions qui se poursuivent actuellement, sur le fait qu'il est injuste envers cet éminent fonctionnaire de laisser entendre qu'il accepte ce poste parce qu'on n'en veut pas au sein de la fonction publique du Canada. En fait, le ministre du Commerce et un autre de mes collègues se sont livrés une chaude lutte pour le garder pour des raisons qui deviendront bientôt évidentes.